

Un géographe devant la crise grecque

Michel Sivignon

Professeur Emérite, Université Paris X-Nanterre

michel.sivignon@sfr.fr

Résumé: La géographie a-t-elle quelque chose à dire de spécifique à propos de la crise grecque? A partir d'une connaissance personnelle de la Grèce fondée sur une fréquentation de cinquante ans, on peut sans doute reconstituer les origines et les modalités d'une crise qui touche la totalité de la société et la totalité de son territoire. Les particularités des sciences sociales et les limites de leur champ de compétence ont moins d'importance que la connaissance globale intime de la Grèce dans tous ses aspects. Les différences entre les sciences sociales s'effacent dans le raisonnement que nous essayons de mettre sur pied dans l'urgence de l'actualité. En revanche, la distinction entre la longue durée et l'instantané garde toute sa pertinence dans cet essai d'explication. Le caractère général de la crise grecque, partout et pour tous est le signe même de l'uniformisation du pays et de son inclusion dans le mouvement de mondialisation qui caractérise notre époque.

Περίληψη: Έχει η Γεωγραφία να πει κάτι ιδιαίτερο σε σχέση με την Ελληνική κρίση? Ξεκινώντας από μια προσωπική γνώση της Ελλάδας, θεμελιωμένη σε πενήντα χρόνια συνεχών επισκέψεων, μπορείς χωρίς αμφιβολία να ανασυνθέσεις την προέλευση και το στυλ μιας κρίσης που αγγίζει το σύνολο της κοινωνίας της και της επικράτειάς της. Οι ιδιομορφίες των κοινωνικών επιστημών και τα όρια του πεδίου αρμοδιότητάς τους έχουν λιγότερη σπουδαιότητα από τη σφαιρική ενδελεχή γνώση της Ελλάδας στο σύνολο των χαρακτηριστικών της. Οι διαφορές μεταξύ των κοινωνικών επιστημών, εξαφανίζονται στο εσωτερικό της αιτιολόγησης που προσπαθούμε να στήσουμε, στο βαθμό που μας το επιτρέπει η επικαιρότητα που τρέχει. Από την άλλη, η διάκριση μεταξύ μακροχρόνιου και στιγμιαίου διατηρεί όλη της την καταλληλότητα στο πλαίσιο αυτής της προσπάθειας για την εξήγηση του φαινομένου. Ο γενικευμένος χαρακτήρας της ελληνικής κρίσης, είναι η ίδια η εικόνα, παντού και για όλους, της ομοιομορφοποίησης της χώρας και του εγκλεισμού της στην διαδικασία παγκοσμιοποίησης που χαρακτηρίζει την εποχή μας.

Il s'agit ici de faire le point non pas sur la crise économique, sociale, politique dans laquelle la Grèce est engluée depuis 2008, mais de réfléchir sur la position du géographe devant cette crise, à partir d'un itinéraire individuel.

1. La Grèce comme terrain de recherche et comme expérience personnelle.

Je suis arrivé en Grèce pour la première fois en 1963. J'avais terminé mes études de géographie en 1959 à l'Université de Lyon, et j'étais à la recherche d'un terrain pour un travail de thèse. J'avais déjà une certaine expérience de la recherche, en France sur la société rurale du sud de la Bourgogne, puis en Sicile et je venais de passer deux ans en Algérie, pour y effectuer mon service militaire, dans la dernière période de la domination coloniale française : l'indépendance de l'Algérie est survenue en juillet 1962. En Algérie, j'avais même pu faire de la géographie, mais ceci est une autre histoire. A partir de 1963, j'ai passé en Grèce toutes mes vacances universitaires d'été. J'étais alors assistant de géographie à l'Université de Lyon. De 1967 à 1970, j'ai été détaché comme directeur de recherches auprès du Centre de Sciences Sociales d'Athènes, devenu depuis EKKE. Lorsque j'ai soutenu ma thèse à Lyon en 1972, la Grèce était encore sous la botte des colonels, au pouvoir depuis 1967. Après la fin de l'épisode des colonels, en 1974, je suis retourné chaque été ou presque en Grèce. Depuis 1997, j'y passe quatre mois par an.

Cette longue fréquentation, sur plus d'un demi-siècle m'a amené à une familiarité de plus en plus étroite avec ce pays, bien au-delà des limites traditionnelles de la géographie, du côté de l'histoire, de l'anthropologie sociale, de la sociologie. Cette familiarité passe par la fréquentation quotidienne de la langue grecque, écrite et orale.

Mais cette longue durée présente aussi un risque. On croit avoir une bonne connaissance de tel ou tel aspect qui correspond à un état des lieux observé il y a longtemps, sans être conscient des changements survenus. Cette connaissance acquise sur plusieurs décennies est parfois obtenue au détriment d'une curiosité qui s'émousse avec le temps. Il existe un risque de routine, ou encore de ne voir que ce qu'on est préparé à voir.

L'histoire même de la discipline géographique m'a amené à changer progressivement mon point de vue et mes thèmes d'intérêt. Au départ, je me proposais d'effectuer une étude régionale de la Thessalie, centrée sur la vie rurale et les activités d'agriculture et d'élevage. J'ai passé beaucoup de temps dans les villages, ceux de la plaine comme ceux de la montagne. La préparation puis la rédaction de la thèse ont duré huit ans, de 1963 à 1971. Elle a été publiée en 1975 puis plus tard traduite en grec. Il m'a fallu prendre en compte, à côté d'une présentation de la situation à cette époque, les événements survenus depuis la libération de la Thessalie de la domination ottomane, c'est-à-dire depuis le traité de Berlin de 1881.

Après 1972, date de ma soutenance, j'ai continué à fréquenter la Grèce, en m'attachant désormais plutôt à l'échelle de l'Etat tout entier, ce qui m'a amené à publier quelques ouvrages, et à animer un travail collectif, « Atlas de la Grèce » publication conjointe du CNRS et de la Documentation Française, avec l'appui précieux de l'Ecole Française d'Athènes.

Dans le même temps, la géographie se modifiait aussi bien dans ses thèmes d'intérêt que dans ses méthodes. Le lien avec la géographie physique, très étroit au début, se distendait, cependant que les préoccupations des géographes s'élargissaient, en incluant, à côté des faits concrets les représentations mentales.

Cette évolution même facilitait les relations avec les médias : quand on me demande aujourd'hui de participer à une émission de radio ou d'écrire un article, on se soucie bien peu de mon étiquette géographique : cette dernière vaut dans le cadre académique et universitaire, mais ailleurs elle constitue une sorte de certificat d'origine, sans plus. Mon appartenance à la géographie est sans beaucoup d'intérêt pour l'observateur extérieur. D'ailleurs la majorité des géographes est venue à la géographie par le biais d'une formation d'architecte, d'ingénieur civil, ou de sociologue.

En revanche, la longue fréquentation de ce pays est un argument beaucoup plus aisément recevable, pour mes interlocuteurs. C'est à ce titre qu'on sollicite mon avis.

2. Le géographe, témoin et comptable du progrès

J'ai contribué, parmi d'autres, à décrire et à expliquer ce qu'on peut appeler une géographie du progrès, de l'adaptation d'une société de solidarités familiales et villageoises, celle qui émerge, blessée, de la Guerre Civile en 1950, à une société participant par une prospérité progressivement acquise par le biais d'échanges ouverts au monde entier. De ce point de vue, l'adhésion à l'Europe Communautaire en 1981 constitue moins une rupture qu'une continuation.

Dans le même temps, au sein du territoire national, la part rapidement croissante de la population urbaine et des habitudes urbaines refoulait la Grèce des villages en position subordonnée et minoritaire. L'adjectif «villageois», celui de «traditionnel» se sont introduits dans les publicités commerciales avec une forme de condescendance amusée.

Pour le géographe arrivé en Grèce dans les années soixante, dans un pays mal remis de la Guerre Civile, où les traumatismes familiaux étaient encore à vif, la Grèce montrait encore bien des signes d'une pauvreté générale. L'approvisionnement d'une épicerie de village se limitait à ce qu'on ne pouvait pas toujours obtenir par la production familiale : pâtes alimentaires, riz, boîtes de sardines, de thon, de lait concentré (de la marque hollandaise Nounou), café, jambon reconstitué Swann, anchois, la lessive Rol ou Tide, sel Kalas, épices. Pour tous ces articles, il n'y avait qu'une seule marque disponible. Énumération pittoresque.

On cuisait le pain chez soi, mais, faute de four dans toutes les maisons, on portait les plats cuisinés chez le boulanger. L'automobile était rare et réservée à l'usage

professionnel. Beaucoup de villages étaient difficilement accessibles, par des chemins de terre. L'entrée dans la société de consommation a été au début fort lente puis progressivement accélérée. Voici qu'à Athènes puis dans toutes les villes de province, apparaissaient toutes les marques de vêtements, de chaussure, d'équipement électroménager connues partout ailleurs dans le monde occidental.

De rutilants 4X4 remplaçaient les modestes « agrotiko » des paysans. Ce bien-être prenait en ville des formes ostentatoires : tels les nombreux yachts du port de Volos, surprenants dans cette ville de province.

Mais il ne s'agissait pas seulement de consommation, mais aussi d'équipement: le nouveau réseau routier permettait de traverser rapidement le pays, en dépit des obstacles du relief, cependant que les Jeux Olympiques d'Athènes hâtaient la construction du métro et d'une utile rocade autoroutière.

Dans les campagnes, l'irrigation, répandue dans toutes les plaines, amenait des progrès spectaculaires de la betterave à sucre, du coton, du maïs. Chose nouvelle, le pays suffisait à sa consommation de blé.

Une bonne partie de ces améliorations était due aux subventions de Bruxelles. Après 1981, des panneaux bleus décorés d'une couronne d'étoiles indiquaient partout fièrement que telle construction, tel équipement routier ou culturel avait été réalisé grâce aux fonds européens.

Les outils du géographe, l'analyse patiente des situations locales permettaient de mesurer ces progrès en attribuant aux subventions de Bruxelles un rôle important, sans oublier les avancées dues à la Grèce elle-même, qui, en 1981 rentrait dans ce qui allait devenir l'Union Européenne.

On observait aussi ce qu'on devait aux Jeux Olympiques, en matière d'équipements de transport, même si certains investissements paraissaient somptuaires et deviendraient inutiles quand on aurait éteint les lampions. Après tout, les Jeux précédents, tels ceux d'Atlanta, avaient présenté les mêmes excès.

Nous nous posions la question du financement d'une consommation individuelle qui nous paraissait débridée. Mais en tant que géographes nous n'avions pas de méthode pour en analyser les causes : comment, avec les méthodes du géographe mesurer le poids de l'endettement des familles ?

Dans le même temps, l'effondrement des systèmes politiques aux frontières septentrionales de la Grèce, en Albanie, en Bulgarie et dans une Yougoslavie qui explosait, amenait l'ouverture des frontières du nord. Nous en mesurions les conséquences à court et à moyen terme : la ruée de la main d'œuvre albanaise vers la Grèce, non seulement vers les villes mais jusqu'au plus petit village. Pour la première fois arrivaient dans le monde rural de jeunes adultes acceptant la vie villageoise et permettant de résoudre des problèmes de main d'œuvre devenus insolubles du fait de l'exode rural. Les jeunes Grecs, en effet, étaient tous partis en ville et il ne restait

personne pour les travaux agricoles et la construction. La masse importante des immigrés albanais, (au moins 600 000 personnes d'après les recensements) a été remarquablement intégrée, en dépit de manifestations de rejet surtout visibles dans les premières années et largement atténuées ensuite. Cette main d'œuvre a été d'une aide considérable pour l'économie des campagnes. Les jeunes Grecs quittaient alors en masse le monde rural, en liaison avec le développement du système éducatif. Les exploitations agricoles se regroupaient. Paysans, commerçants, artisans se demandaient à qui transmettre leurs champs, leur boutique, leur atelier.

Là encore nous disposions des outils statistiques pour apprécier la répartition géographique de cette immigration et les enquêtes de terrain montraient que le recours à cette main d'œuvre facilitait le désherbage à la main recommandé pour des raisons écologiques et même le maintien des mouvements pastoraux saisonniers. Chaque famille de pasteur ou presque avait maintenant son berger albanais. La cueillette des fruits et des légumes était une occupation majeure pour ces travailleurs.

Naturellement la main d'œuvre albanaise, mais aussi bulgare, roumaine, moldave se répandait aussi en ville et dans les régions touristiques.

3. Le géographe devant la crise. Ses outils d'investigation.

Nous étions bien armés pour décrire le progrès. Nous ne le sommes pas autant pour décrire la crise survenue au grand jour en 2008 et qui tend à occuper tout l'espace, au niveau de l'Etat et à celui des individus et des familles. Cette crise, les sciences sociales n'étaient pas à même de la prévoir. Ni la géographie, ni les autres sciences sociales ne sont des sciences prédictives. En outre, on a depuis montré que les comptes publics avaient été falsifiés pour permettre à la Grèce de rentrer dans la zone euro, et que ces falsifications avaient bénéficié d'une forme d'aveuglement ou de complicité des autorités européennes.

A l'échelle nationale, les statistiques économiques sont éloquentes : effondrement du produit intérieur brut, montée rapide du chômage, mesures pour diminuer l'emploi dans la fonction publique, diminution de l'activité de construction, restriction des importations de toute sorte. Mais sur tous ces points, où le géographe enregistre les données fournies et commentées par les économistes que peut-il apporter de neuf, quelle « valeur ajoutée scientifique » provient de son analyse propre ? En revanche, sur d'autres points on peut se poser des questions : par exemple comment est mesuré le taux de chômage, dans un pays où les activités non déclarées et non fiscalisées occupent une place considérable ? D'une manière générale, les statistiques sur les structures de la société sont peu bavardes.

Les progrès que nous venons d'évoquer précédemment durant plusieurs décennies étaient bien visibles, proclamés, revendiqués. Ils s'étendent sur une période de plus



de 30 ans. Au contraire a crise se cache, ses manifestations sont dissimulées ou peu visibles. Personne n'aime étaler ses difficultés. Le progrès c'est par exemple l'ouverture d'une nouvelle taverne, et les efforts fait pour attirer le client. La crise c'est la salle vide de la même taverne et la grise mine du patron. Le progrès se proclame, la crise se dissimule.

Devant la crise grecque le géographe se trouve largement dépourvu. D'abord parce que cette crise est une crise générale qui touche l'ensemble de la société et l'ensemble de l'économie. La diminution des salaires frappe le monde des salariés tout entier, aussi bien ceux du secteur public que ceux du secteur privé. Elle frappe le monde urbain comme le monde rural. L'atonie de l'activité économique est elle aussi un fait général, qui touche sévèrement l'artisanat, le commerce, les professions libérales. La population immigrée elle-même, quel que soit sa volonté d'intégration, se trouve aussi confrontée à la crise et au chômage. Et les Albanais les plus jeunes, les célibataires et les moins intégrés, ceux aussi que leur âge éloigne du monde du travail, ont entamé un mouvement de retour dans leur pays d'origine.

Les résultats des consultations électorales eux-mêmes témoignent du caractère général de la crise; Le 25 Janvier 2015, la vague rouge qui a porté au pouvoir le parti d'Alexis Tsipras a recouvert l'ensemble du pays. Elle exprime un refus généralisé de la médecine appliquée par le précédent gouvernement sous la contrainte des créanciers internationaux de la Grèce. Elle exprime aussi une volonté de dignité nationale, étendue à toutes les régions et à toutes les couches de la société. On re-

lève quelques nuances régionales, qui s'expliquent par des situations historiques particulières, beaucoup plus que par des différences dans la situation économique et sociale du moment. Ainsi le sud du Péloponnèse, où le vote conservateur est de tradition depuis la Révolution de 1821 et les premiers soubresauts de l'Etat hellénique en voie de formation. Ainsi la zone frontière du nord, depuis l'Adriatique à l'ouest jusqu'à la frontière turque à l'est, qui a été le foyer principal des combats de la guerre civile, qui a contribué à aviver des antagonismes plus anciens. Mais partout ailleurs, à la ville comme à la campagne, dans les îles comme dans les villages de montagne, la vague rouge submerge tout. Elle est à la fois une réponse populaire à la crise et une protestation contre la politique suivie par les précédents gouvernements, vécue comme douloureuse et inefficace.

Elle submerge tout parce que la crise touche la presque totalité de la société. Elle frappe les plus pauvres et les plus démunis qui, lorsqu'ils perdent leur emploi, compte tenu de la faiblesse des indemnités de chômage, se trouvent dans une situation proche de la misère. Mais elle frappe aussi ce qu'on peut appeler les classes moyennes, celles qui précisément avaient su profiter des décennies de prospérité de la fin du XX^e siècle et dont les revenus échappaient en grande partie à la fiscalité, parce que les salariés y étaient peu nombreux.

Ce caractère généralisé rend difficile toute appréciation des différences spatiales, domaine de prédilection du géographe. Pour autant, il n'est pas inutile de tenter de les mettre en valeur dans la réalité et le ressenti de la crise : c'est là que le géographe retrouve la justification de sa spécialité.

La crise se manifeste clairement à Athènes : dans beaucoup de quartiers les devantures fermées des anciens commerces, les rideaux tirés, les affichettes « à louer » aux entrées des immeubles, les dégradations diverses du bâti disent un espace urbain malade. Des immeubles entiers sont presque abandonnés.

Dans ces quartiers on a des signes d'installation d'une population étrangère nouvelle : non pas les travailleurs balkaniques mais une deuxième phase d'immigration en provenance du Proche Orient. Immigration de gens sans ressources qui ne voient dans la Grèce qu'une étape vers l'Europe occidentale, et qui dans un pays de fort chômage trouvent difficilement du travail.

La crise est visible dans les villes de province, quoique d'une façon moins dramatique. Partout cependant le spectacle des boutiques closes est évident dans les rues. . Dans une ville comme Volos, prise comme exemple de ville moyenne (120.000 habitants) le quartier où se réunissaient les jeunes et où s'étaient multipliés les bars est aujourd'hui beaucoup moins animé le soir.

Au gré des déplacements on peut tout de même noter de relatives exceptions. C'est ainsi que Kozani et Ptolémaïs en Macédoine (nous dit Myron Myridis) apparaissent relativement favorisée. L'emploi est fortement lié à l'extraction du lignite et à son utilisation dans les centrales thermiques sous l'égide de l'Entreprise Publique



d'Electricité. Or la consommation tout comme la production d'électricité ne se sont pas effondrées, ce qui est bon signe, si bien que l'emploi s'est maintenu.

La crise est moins visible dans le monde rural en général, parce qu'on est retourné partiellement à la production familiale de légumes, de fruits, d'huile, de lait, de volailles, de petits ruminants et que les solidarités à l'intérieur de la famille demeurent solides

Les spécialités agricoles offrent elles-mêmes des garanties. Le prix des céréales et des plantes industrielles (coton, betterave à sucre, tabac, olive) est déterminé par des facteurs climatiques et par les marchés internationaux. C'est ainsi que la mauvaise récolte d'olives en Italie et en Espagne en 2014 a amené un accroissement spectaculaire du prix de l'huile à la production en Grèce. En sens inverse la politique de taxation des carburants agricoles frappe l'équilibre financier des exploitations fortement mécanisées.

Les deux années 2013 et 2014 ont vu une considérable augmentation de la fréquentation touristique de la Grèce par les étrangers. C'est heureux car dans le même temps le tourisme des Grecs s'est effondré. Dans un pays où les liquidités sont devenues si rares, le tourisme est presque la seule source d'argent frais dans l'économie. Or toutes les régions ne bénéficient pas au même degré du tourisme. Sans doute, le littoral macédonien reçoit-il maintenant nombre de touristes russes ou balkaniques. Mais la plus grande partie du tourisme bénéficie à Athènes, aux îles

de l'Égée et à la Crète. On a toutes les raisons de penser, compte tenu de l'économie informelle et de l'évasion fiscale dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, que les régions touristiques bénéficient d'un avantage substantiel. Les migrations saisonnières y sont particulièrement actives. Pour un emploi des jeunes dévasté elle joue le rôle d'une soupape de sûreté.

La crise n'est donc pas ressentie partout avec la même intensité, même si les statistiques officielles sont muettes sur ce point.

4. L'instantané et la longue durée.

Dans les discours explicatifs sur la crise, distinguons ce qui relève de l'instantané et ce qui relève de la longue durée.

La géographie française a des liens étroits avec l'histoire et spécifiquement avec ce que Fernand Braudel appelle la longue durée.

Ces liens ont pris une signification nouvelle avec la publication de la thèse de Fernand Braudel en 1953 : « La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II » F. Braudel prend comme objet de sa thèse et comme sujet historique un élément géographique, la Méditerranée ; Il dira clairement sa dette vis-à-vis de la géographie : « *La géographie, c'est une sorte de ralentissement de l'histoire. Nous avons la possibilité, nous, historiens, de ralentir le cours de l'histoire et c'est pourquoi je n'ai atteint la longue durée que par la géographie* » Magazine littéraire N°212 1984.

Pourquoi ce détour par Braudel à propos de la crise grecque ?

Parce que dans les explications qui en sont données s'entrechoquent celles qui se limitent à l'instant présent et celles qui invoquent la longue durée.

Le géographe est à l'aise dans la longue durée. Les Grecs la convoquent très souvent lorsqu'il s'agit d'expliquer les racines de la crise. L'Etat néo hellénique issu de la Révolution de 1821 a une vie encore bien courte, disent-ils, et il n'est pas sûr qu'il se soit libéré d'habitudes enracinées pendant les trois siècles et demi de domination ottomane. La fiscalité de l'Etat, particulièrement sous la forme de l'impôt foncier, est vécue comme un héritage illégitime de l'oppression turque, le fameux « *kharatsi* ». C'est le terme utilisé dans le vocabulaire familier pour désigner l'ENFIA (Impôt général sur les propriétés immobilières) mis au point par le gouvernement Samaras et mis à mal récemment par le gouvernement Tsipras issu des élections de janvier 2015. Les historiens expliquent par ailleurs que l'endettement présent de la Grèce est le dernier épisode d'une dépendance financière vis-à-vis des grandes puissances qui a accompagné l'Etat néo-hellénique depuis sa naissance en 1830. Ils expliquent aussi que l'Etat n'a jamais été vu comme un utile prestataire de services mais plutôt comme un fournisseur d'emplois et que pour accéder à ces

emplois les relations de clientèle l'emportent sur la compétence. On conçoit qu'on se trouve ici dans un mode de raisonnement issu de « la longue durée »

Or, avec cette crise, nous sommes dans une géographie de l'urgence. Nous tentons sans cesse de confronter notre appartenance scientifique avec ce que nous lisons dans la presse et les autres médias.

Les géographes, habitués à la longue durée ont au contraire souvent été gênés par l'actualité et par ce qui pouvait leur apparaître comme une écume fugitive à la surface des réalités solides. Une des caractéristiques de la crise grecque, depuis 2009 est précisément d'être sans arrêt sur le devant de la scène ; le spécialiste est contraint d'en donner une explication au jour le jour. Nous sommes mal à l'aise dans cette géographie de l'immédiat. On confond sans cesse ce qui relève de la longue durée et ce qui relève de la fébrilité du quotidien : d'un côté les insuffisantes criantes de l'appareil d'Etat auxquelles les créanciers de la Grèce demandent de remédier sur le champ, ce qui est manifestement impossible et de l'autre côté les échéances électorales d'un gouvernement qui n'a pas les ressources budgétaires pour assurer la fin du mois.

Enfin, l'auteur de ces lignes constate que si l'outil géographique peut contribuer à éclairer les modalités de la crise grâce à ses aspects observables, la recherche des causes de la crise est d'un autre ordre : ici les présupposés de l'idéologie et de la vision politique du monde l'emportent.

Paris, le 21 février 2015 Michel Sivignon